

Réforme des retraites : 49.3, un coup contre la démocratie

Ce coup était préparé depuis un moment et s'il y avait encore le moindre doute sur le caractère méprisant, autoritaire et brutal de ce gouvernement, l'activation du 49.3 pour imposer une réforme impopulaire en est la preuve. Comble du cynisme, l'épidémie de coronavirus sert de prétexte pour interdire les manifestations. Pathétique!

Alors qu'un mouvement social historique s'est emparé du pays contre ce projet indigne et injuste, le gouvernement veut passer en force au mépris des contestations massives qui se sont d'abord exprimées dans la rue et se sont transportées logiquement dans l'Hémicycle.

Cette nouvelle violence d'État est à l'image de la répression policière qui a ponctué les manifestations contre cette réforme.

Si la Constitution permet l'utilisation de cette disposition, elle ne l'impose cependant pas. Elle permet à un gouvernement de mettre en jeu sa légitimité quand il n'est pas certain de disposer d'une majorité à l'Assemblée Nationale, ce qui n'est évidemment pas le cas aujourd'hui!

Faire le choix du 49.3, comme pour la loi Macron-El Khomri contre le Code du Travail, conduit à abrégé les débats parlementaires et donc à contourner la démocratie. Cette réforme est en effet toujours rejetée par 72 % des Français selon un sondage BVA du 21 février.

Avec le 49.3, le gouvernement prétend "engager sa responsabilité", c'est-à-dire s'exposer à une motion de censure tout en misant ouvertement sur la discipline de vote de ses députés pour la contrer.

Les 41000 amendements qui servent aujourd'hui d'alibi au 49.3 sont des outils démocratiques rendus nécessaires pour donner davantage de temps de parole et permettre ainsi le débat parlementaire face à un gouvernement qui refuse d'écouter les partenaires sociaux et l'opinion publique.

Pour l'intersyndicale CGTR, FO, FSU, Saiper, Solidaires et UNEF, le 49.3 est une insulte faite à tous les français sur un sujet fondamental et aux enjeux sociaux considérables.

Pressé d'accélérer avant les élections municipales, le gouvernement montre ainsi sa fébrilité et son autoritarisme. Il espère de cette façon décourager les mobilisations mais il se trompe.

Nous considérons au contraire que plus que jamais le combat doit se poursuivre et s'amplifier à la Réunion comme partout dans le pays.

Ce projet funeste doit être abandonné et laisser la place à de véritables négociations pour conforter et améliorer le système actuel de retraites par répartition.

C'est pourquoi l'intersyndicale de La Réunion appelle tous les salariés du privé et du public, en emploi ou privés d'emploi, les retraités, les étudiants à participer à toutes les mobilisations à venir.

Intersyndicale de la Réunion (CGTR, FO, FSU, Saiper, Solidaires, UNEF)